

PROVISOIRE

E/2003/SR.13

27 mars 2009

FRANÇAIS

Original : ANGLAIS

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Session de fond de 2003

COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISOIRE DE LA 13ème SÉANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le lundi 30 juin 2003, à 19 h 30

Président : M. ROSENTHAL (Guatemala)

SOMMAIRE

Ouverture de la session

Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

Déclaration du Président

Déclaration du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies

Promotion d'une approche intégrée du développement rural dans les pays en développement aux fins de l'élimination de la pauvreté et d'un développement durable

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

GE.03-62682 (F) NY.07-34977 (F)

La séance est ouverte à 9 h 45

Ouverture de la session

Le Président déclare ouverte la session de fond de 2003.

Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation (Point 1 de l'ordre du jour) (E/2003/65 et 100; E/2003/L.5 et L.6)

L'ordre du jour provisoire est adopté

Le Président croit comprendre que le Conseil souhaite approuver le projet de programme de travail (E/2003/1).

Il en est ainsi décidé.

Déclaration du Président

Le Président dit que la concertation sur les politiques est l'une des rares occasions auxquelles les membres des Nations Unies se retrouvent avec leurs principaux partenaires multilatéraux dans les secteurs économiques et sociaux pour réfléchir ensemble à l'état de l'économie mondiale et renouveler leur engagement de s'appuyer les uns les autres dans leurs missions individuelles. La présente concertation s'inscrit à mi-chemin entre la dernière séance, tenue le 14 avril 2003, du Conseil économique et social avec les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la prochaine, qui doit avoir lieu en octobre 2003, sous les auspices de l'Assemblée générale.

La concertation a lieu à un moment décevant pour l'économie mondiale. Malgré les politiques macroéconomiques stimulantes adoptées par les pays qui sont parmi les premiers économiquement, la reprise qui semble se dessiner reste anémique. Selon les prévisions actuelles, les pays en développement devraient être peu nombreux à retrouver les taux de croissance à long terme qu'ils souhaitent avant la fin de 2004. Donc, les premières années du nouveau millénaire ont enregistré de mauvais résultats dans la plupart des pays en développement, à quelques exceptions notables près, et un net recul dans beaucoup d'entre eux. Les Objectifs du Millénaire pour le développement commencent à sembler hors de portée dans les délais initialement proposés.

Il faut donc que tous les acteurs déploient des efforts renouvelés, concertés et soutenus pour relever

les multiples défis qui les attendent. Il importe de respecter les vastes engagements contractés dans la Déclaration du Millénaire et les propositions plus détaillées dont il a été convenu à Doha, à Monterrey et à Johannesburg. Le président espère que la concertation qui va suivre contribuera fortement à ces efforts.

Déclaration du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies

Le Secrétaire Général dit que même si une marée montante ne soulève pas toujours tous les bateaux, par gros temps ce sont les plus faibles qui sont les plus vulnérables. Malheureusement donc pour les pays en développement, contrairement aux attentes, l'économie mondiale doit encore se remettre de son ralentissement de 2001, le plus grave depuis 10 ans. Plus de 30 pays en développement constatent en fait un recul de leur revenu par habitant depuis deux ans et ils sont seulement quelques uns à pouvoir escompter une reprise suffisante de la croissance avant la fin de 2004. En outre, le risque de déflation, la progression des maladies, l'aggravation du chômage dans certains pays, la surcapacité dans plusieurs secteurs et des préoccupations géopolitiques persistantes se conjuguent pour affaiblir la confiance, gêner les investissements et, comme toujours, rendre la vie des pauvres encore plus morne.

Face à ces menaces, la tâche immédiate et primordiale consiste à stimuler la croissance économique. À long terme toutefois, il faudra faire plus pour combattre la pauvreté et atteindre les Objectifs du Millénaire. Il est impératif de ne pas perdre de vue ce dont il a été universellement convenu à Doha, à Monterrey et à Johannesburg, qui est de s'attaquer à des défis plus fondamentaux au développement. Ces conférences ont défini un nouveau partenariat mondial pour le développement. Elles ont formulé des stratégies sans ambiguïté pour donner une véritable vigueur au processus de développement et déployer les ressources – nationales et extérieures, humaines et financières, existantes ou futures – là où elles pourront avoir le plus d'impact. Ce qu'il reste à faire, ce n'est plus décider ce qu'il faut faire, c'est le faire.

Néanmoins, bien que le financement et le développement soient beaucoup mieux reliés qu'auparavant, il reste beaucoup à faire pour faciliter la tâche des pays pauvres qui doivent améliorer leur

situation par le commerce. Le programme convenu à Doha est beaucoup plus qu'un simple nouveau cycle de négociations commerciales. Il vise à éliminer la concurrence déloyale dont sont victimes les agriculteurs et les producteurs des pays pauvres en ouvrant les marchés aux produits – particulièrement agricoles- des pays en développement. Il cherche à mettre les médicaments indispensables à la vie à la portée des pauvres sans décourager la recherche médicale. Généralement, il pourrait être un puissant moteur de croissance et par là favoriser les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Il s'agit là d'une série d'objectifs mesurés et réalistes et pourtant leur succès n'est nullement assuré. La réunion ministérielle de Cancun aura lieu dans 10 semaines seulement et des échéances capitales n'ont pas été respectées. Le moment est venu pour que toutes les parties fassent preuve de plus de souplesse et placent l'intérêt mondial au premier plan. Il n'est pas trop tard pour éviter un recul du développement économique.

Indubitablement, même un résultat satisfaisant dans le domaine commercial n'empêchera pas les pays en développement de dépendre de l'aide et de l'allègement de leur dette, surtout s'ils figurent parmi les pays les moins avancés. Pour galvaniser le développement et saisir les nouvelles occasions qui s'offrent au commerce, il faut disposer de technologie, de transports, de capital et de nombreux autres atouts. Les pays développés et les organismes d'aide peuvent apporter une contribution importante, non pas en faisant le gros du travail, qui revient aux pays en développement eux-mêmes, mais en les aidant à édifier l'infrastructure, à constituer une base de ressources humaines et à adopter des politiques saines. Pour que les pays pauvres puissent décoller, il faut leur ouvrir et la porte des marchés des pays développés et, dans les pays en développement, la porte que les obstacles intérieurs maintiennent trop souvent fermée et qui y étouffe l'esprit local d'entreprise.

Heureusement, un terme semble avoir été mis au déclin prolongé et inquiétant de l'aide. Cependant, les flux d'aide restent à la merci des récessions et des réductions budgétaires dans certains des principaux pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). En outre, même si les engagements de Monterrey sont remplis, il manquera toujours les 100 milliards annuels de dollars des E.-U. nécessaires au succès des Objectifs du

Millénaire pour le développement. Certaines propositions très prometteuses ont été avancées pour accroître encore l'aide et améliorer sa qualité, comme celle de la Facilité de financement internationale, présentée par le Chancelier de l'échiquier M. Gordon Brown. Le Secrétaire général invite instamment les donateurs à garder un esprit ouvert et à agir dans l'intérêt de tous.

Les zones rurales de la planète concentrent tous ces problèmes, c'est là que les besoins sont les plus grands et les souffrances les plus aiguës et on peut parler à leur sujet de lieu mathématique de la pauvreté mondiale. Le Conseil a choisi à juste titre le développement rural comme thème du segment de haut niveau de sa présente session. Environ les trois quarts des êtres humains les plus pauvres, définis comme n'ayant pas plus d'un dollar E.-U. par jour, vivent à la campagne. Ils sont environ 900 millions à subsister chichement de l'agriculture et d'autres activités rurales. Ils sont en première ligne face à la sécheresse, à la désertification et à la dégradation de l'environnement. Ils sont agriculteurs, surtout les femmes, et leur dur labeur est tenu en échec par le protectionnisme, l'infrastructure squelettique et, de plus de plus, la pandémie du syndrome de l'immunodéficience acquise (Sida). Ils forment les populations autochtones et, gardiens de troupeaux, artisans, pêcheurs ou autres, mènent dans des régions isolées un combat qui ne retient que trop rarement l'attention mondiale.

Répondre aux besoins de ces hommes, de ces femmes et de ces enfants offrirait un réel espoir d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement. Leur fournir, à eux qui sont inventifs et obstinés, des moyens de prendre leur vie en main leur permettrait de montrer comment on se bat contre la pauvreté et la faim.

Développer les campagnes suppose que l'on investisse davantage dans la recherche agricole et l'amélioration de cultures à meilleur rendement adaptées aux conditions locales, ainsi que dans une bonne gestion de l'eau, pour que chaque goutte produise davantage de culture. Il faut pour cela accroître le revenu et l'emploi non agricole afin que les habitants pauvres des campagnes soient moins exposés aux mauvaises récoltes et autres calamités. Il faut une occupation garantie des sols et, parfois, une réforme foncière. Il faut une nouvelle révolution verte : une agriculture plus productive aux résultats durables. Il

faut s'intéresser avant tout aux pays les moins avancés, conformément au plan d'action de Bruxelles, dont les résultats vont être examinés par le Conseil pour la première fois. Il faut que les pays développés permettent aux produits agricoles des pays en développement d'arriver sur leurs marchés sans se heurter à des obstacles tarifaires, directs ou déguisés comme ceux qui résultent des subventions.

On n'y parviendra qu'avec une véritable volonté de remettre le développement rural au premier plan des activités de développement. L'appui accordé à l'agriculture et au développement rural a fortement décliné au cours des dix dernières années mais on commence à s'apercevoir, une fois de plus, que ces deux secteurs sont essentiels pour le développement. Nulle part l'engagement de tous les acteurs ne sera mis autant à l'épreuve qu'en Afrique où l'insécurité alimentaire et le Sida forment une alliance perverse pour mettre en échec le développement rural du continent. Parce qu'il est l'un des principaux organes des Nations Unies chargé de la politique de développement et de l'harmonisation des politiques, le Conseil économique et social doit veiller à ce que le système des Nations Unies mette toutes ses capacités au service de ces combats, de manière intégrée et en oeuvrant de concert avec tous ses partenaires.

Le Secrétaire général présente tous ses vœux de succès au Conseil.

Promotion d'une approche intégrée du développement rural dans les pays en développement aux fins de l'élimination de la pauvreté et d'un développement durable

Concertation sur les politiques et débats sur les faits nouveaux importants survenus dans l'économie mondiale et coopération économique internationale avec les chefs de secrétariat des institutions financières et commerciales du système des Nations Unies

M. Ricupero [Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)] propose au Conseil de consacrer son attention non pas à la misère dans les zones rurales des pays les plus pauvres mais au sort des exploitants pauvres des pays agricoles les plus riches du monde développé. Cette approche peut sembler absurde alors que les pays riches ont une dépense journalière de près d'un milliard de dollars E.-U., soit

six fois supérieure à l'aide extérieure qu'ils accordent, prétendument pour aider les petits producteurs; il n'en est pas moins vrai que les petits exploitants agricoles des pays les plus riches sont de plus en plus pauvres. Si la principale justification morale et politique des subventions était qu'elles sont nécessaires pour préserver la paysannerie, les faits suffiraient à prouver qu'elles n'atteignent pas leur but. Donc, les subventions devraient être tout simplement supprimées ou être remplacées par quelque chose de plus efficace.

Non seulement les subventions agricoles échouent cruellement à aider la population pauvre du Nord mais encore elles lèsent gravement les agriculteurs pauvres du Sud. Promouvoir une approche intégrée au développement rural des pays en développement nécessite donc que soient rapidement éliminés les obstacles extérieurs qui la rendent actuellement impossible.

Dans un article consacré au fléau de la drogue, de la pauvreté et de la criminalité dans les zones rurales des États-Unis d'Amérique et paru dans le New York Times du 15 décembre 2002, Timothy Egan affirme que des ghettos ruraux sont en train d'apparaître dans ce pays de la même façon que le centre des villes avait commencé à se déliter dans les années 1960 et 1970. Des décennies de déclin économique ont mis les habitants à la merci des subventions agricoles et ont fait le terreau de la criminalité et de l'abus des drogues. En zone rurale, les meurtres liés à la drogue ont triplé au cours des 10 dernières années et leur pourcentage dans certains comtés peu peuplés est supérieur à ceux de New York. Parallèlement, l'exode rural s'est poursuivi et plusieurs États ont perdu 9 % ou plus de leur population dans les années 1990. La corrélation entre la pauvreté rurale et les subventions agricoles est montrée du doigt.

La situation n'est guère meilleure dans les campagnes françaises où le nombre des suicides a augmenté rapidement, particulièrement celui chez les jeunes agriculteurs lourdement endettés. Une étude d'Oxfam a mis en relief la forte distorsion de la répartition des subventions en France où parmi les exploitations agricoles, nombreuses sont celles de petite taille qui ne reçoivent absolument rien alors qu'elles sont 15 % à bénéficier de 60 % de tous les paiements. Depuis 12 ans, la population agricole française s'est réduite d'un tiers car de plus en plus de jeunes refusent de suivre la même voie que leurs parents.

Le montant global des subventions en France et aux États-Unis a continué d'augmenter, même après les engagements de les réduire pris par ces deux pays à la série de négociations d'Uruguay. Parallèlement, la population paysanne est en train de disparaître et la taille moyenne des exploitations agricoles a doublé. La simple raison de cette contradiction est que, loin de bénéficier aux petits agriculteurs, l'appui agricole va principalement à l'agriculture à grande échelle et à fort coefficient de capital car les subventions sont liées de près aux niveaux de production et à la propriété foncière. Donc, les inégalités existantes sont nettement aggravées par les subventions agricoles.

Les agriculteurs des pays pauvres paient le prix de la protection sociale de ceux des pays riches. Là où il y a des subventions, le marché est nécessairement fortement protégé par des barrières même si, comme la Commission européenne le propose, elles sont dissociées de la production ou des prix. Elles limitent donc les marchés pour les exportations des pays en développement. De plus, chaque fois que des produits subventionnés arrivent sur le marché mondial, ils font baisser les prix, avec les dommages qui en résultent pour les exportateurs des pays en développement. Les soutiens agricoles dans les pays de l'OCDE isolent les producteurs des variations des prix mondiaux et font porter le prix de l'ajustement aux pauvres. Cette instabilité provoque des problèmes dans les budgets et les balances de paiements. Enfin, les produits alimentaires qui pénètrent sur le marché des pays pauvres y créent une concurrence déloyale pour les producteurs locaux, les poussant souvent à renoncer à leur activité. Ils créent donc une dépendance artificielle à l'égard des fournisseurs étrangers, aggravant l'insécurité alimentaire partout où l'aide alimentaire disparaît et où les prix flambent.

Les premières informations ne sont pas parvenues à confirmer si les dernières innovations proposées par la Commission européenne transformeraient suffisamment la concentration actuelle des paiements entre les mains des gros agriculteurs ou aboutiraient à une distorsion commerciale moindre. Un certain nombre de points doivent encore être élucidés : a) y aurait-il un fossé quantitatif dans les paiements aux grandes exploitations et quel serait le pourcentage final des subventions à cette catégorie privilégiée, b) le découplage serait-il conçu pour rester partiel et à quelle date serait-il étendu à des produits comme le sucre ou le coton, c) comment le critère d'alignement

des paiements sur les résultats passés se concilierait-il avec l'objectif du découplage des paiements par rapport à la production et aux prix. Malgré ces incertitudes, la décision récente de l'Union européenne représente un pas dans la bonne direction et il faut espérer que les États-Unis d'Amérique l'imiteront.

Les systèmes de soutien agricole des pays de l'OCDE ont un impact sérieux et direct sur les perspectives de réduction de la pauvreté inscrites dans les Objectifs du Millénaire. Nulle part cet impact n'a été plus dramatique et moralement indéfendable que dans le cas de la crise du coton dont souffrent actuellement les pays d'Afrique de l'Ouest et qui a été provoquée par les politiques de subventions de l'Union européenne, de la Chine et surtout des États-Unis. Lorsque les prix du coton ont décliné en mai 2002, l'Afrique dans son ensemble a perdu 300 millions de dollars E.-U. tandis que les États-Unis, malgré des coûts de production beaucoup plus élevés, ont pu accroître considérablement leur part du marché mondial. Les pertes qui en sont résultées pour le Burkina Faso ont dépassé l'aide reçue par ce pays au titre de l'allègement de dette résultant de l'Initiative au profit des pays pauvres lourdement endettés et le Mali et le Bénin ont perdu des montants supérieurs à l'aide qu'ils ont reçue des États-Unis. Indépendamment de son importance pour la production et les exportations agricoles des pays d'Afrique de l'Ouest, bien souvent le coton est le seul moteur de l'industrialisation locale. Chaque dollar créé dans l'économie rurale provoque un relèvement de revenus triple. La situation aux États-Unis est toute autre car les producteurs de coton reçoivent plus de subventions que n'importe quel groupe d'agriculteurs.

On devrait décider à Cancun de passer à une élimination accélérée des subventions à la production et d'accorder une indemnisation immédiate transitoire aux producteurs de coton du Nord. Toute autre décision apparaîtrait comme un coup supplémentaire porté aux pays qui luttent pour échapper au piège de la pauvreté créé par des contraintes extérieures inéquitables, entre autres les subventions destinées aux riches, et continuerait d'empêcher toute tentative sérieuse pour régler la question du développement rural.

Mme Ramphale (Directeur général de la Banque mondiale) dit que le débat relatif au secteur rural présente un intérêt tout particulier pour l'examen plus général de questions comme le commerce, la pauvreté, l'autonomisation, la santé ou l'éducation. Deux

obstacles principaux s'opposent actuellement au développement et à la réduction de la pauvreté : d'une part, la lenteur de la croissance mondiale et, de l'autre, l'influence de la géopolitique sur l'économie en général et sur les risques d'investissement. La lutte contre la pauvreté est au tout premier rang des priorités car combattre la pauvreté, donner des possibilités à chacun et mettre en œuvre des programmes de développement ouvrent la voie vers la paix et la sécurité.

Les conférences et sommets tenus récemment sous les auspices des Nations Unies et la prise en compte de leurs résultats dans les travaux du Comité du développement ainsi que les engagements de mise en œuvre pour lesquels la Banque sert de guide ont créé un cadre de travail commun pour les efforts de développement multilatéral.

Tout ce qui se rapporte au développement concerne des transformations fondamentales des structures économiques, par exemple l'exode rural, les progrès technologiques et commerciaux, l'accroissement de la productivité dans l'agriculture, les services et l'industrie et les mutations de la société. Ce que doivent réussir les responsables politiques, c'est faciliter la libération maîtrisée de ces forces de changement. L'objectif du développement, c'est de permettre aux gens de diriger leur propre vie. Une stratégie de développement reposant sur deux piliers a été adoptée : la première composante est la création d'un climat d'investissement favorable qui incite le secteur non structuré, les petites et grandes entreprises, en zone rurale comme en zone urbaine, à investir, à créer des emplois et à accroître la productivité. La croissance mondiale, la gestion durable de la dette, l'abaissement des obstacles tarifaires et des subventions agricoles, conjugués à une plus large répartition de l'investissement étranger direct sont autant de conditions nécessaires. Le deuxième pilier vise à autonomiser les pauvres et leur consacrer des investissements en leur donnant accès à l'éducation, la santé et la protection sociale et en développant les mécanismes qui leur permettent de prendre part aux décisions qui intéressent leur existence. Pour étendre le plus possible ces effets, il faut que les pays aient la maîtrise des réformes, qu'ils mobilisent leurs ressources, que l'inclusion sociale règne, que les initiatives de développement portent leurs fruits et que les pays développés et les pays en développement

oeuvrent ensemble conformément aux Objectifs du Millénaire pour le développement.

L'approche par ces deux piliers représente pour la Banque mondiale le moyen pratique d'appliquer ce dont il a été convenu en matière de développement aux conférences organisées par les Nations Unies ainsi qu'un essai pour dépasser le « consensus de Washington » et une première étape vers des mesures donnant effet de manière intégrée aux consensus de Monterrey, de Doha et de Johannesburg. La discipline budgétaire, des taux de change et d'intérêt déterminés par le marché, la protection des droits de propriété, la libéralisation, l'ouverture du commerce, etc. sont des principes universellement admis; le rôle d'autres facteurs et d'autres considérations comme la gouvernance, l'autonomisation, la maîtrise nationale, les coûts sociaux ou le rythme de la transformation sont davantage sujets à controverse.

Il est impératif de suivre les progrès accomplis par rapports aux Objectifs du Millénaire et aux buts apparentés et de tirer les enseignements qui s'imposent. Aux réunions tenues par les institutions de Bretton Woods en avril 2003, le Comité du développement a demandé aux responsables de concevoir un cadre qui permette de suivre les politiques et les mesures visant à atteindre ces Objectifs et ces buts. Dans un tel cadre, les pays développés doivent élargir l'accès aux marchés pour les exportations des pays en développement et mieux centrer leurs efforts d'aide. L'assistance au développement devrait être harmonisée conformément aux meilleures pratiques. Les pays en développement doivent renforcer la primauté du droit et offrir un meilleur climat aux activités du secteur privé. Ils doivent améliorer la gouvernance, développer les capacités du secteur public et rendre plus effective la fourniture de services en matière de développement humain et autres aux populations pauvres. Le Comité du développement a insisté aussi sur la qualité des résultats et la transparence de la Banque mondiale elle-même dans son appui au développement et a souligné aussi qu'il fallait des plans d'action assortis d'ordres de priorité, de calendriers et de coûts en vue d'un appui international à la capacité statistique, particulièrement au profit des pays qui risquent le plus de ne pas atteindre leurs Objectifs.

La pauvreté n'est pas seulement une question de faiblesse du revenu, loin de là, mais résulte aussi de l'analphabétisme, de la mauvaise santé, de l'inégalité

entre les femmes et les hommes et de la dégradation de l'environnement. La croissance économique est indispensable pour atteindre les Objectifs du Millénaire mais elle n'est pas le seul critère. Une croissance saine du PIB par habitant d'ici à 2015 permettrait probablement aux régions en développement d'Asie de l'Est, d'Europe et d'Asie centrale, d'Amérique latine et des Caraïbes, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, mais non pas à celles de l'Afrique sub-saharienne, d'atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté du revenu; elle donnerait seulement à l'Asie de l'Est et à l'Europe et l'Asie centrale les moyens d'atteindre l'objectif de la scolarisation pour tous dans le primaire, aucune des régions en développement ne parvenant à atteindre l'objectif relatif à la mortalité infantile.

L'approche par les deux piliers répond à certaines des questions systémiques et mondiales qui figurent au premier rang des priorités intergouvernementales. Néanmoins, la mise en œuvre du cadre normatif issu des divers sommets et conférences tenus sous les auspices des Nations Unies est gênée par un certain nombre d'obstacles intérieurs aux pays, et principalement par l'inégalité d'accès. Premièrement, les gouvernements consacrent un tiers environ de leur budget à la santé et à l'éducation mais très peu de dépenses à leur population pauvre, particulièrement en zone rurale. Deuxièmement, les ressources ne parviennent pas réellement à cette population. Même lorsque des fonds publics sont réorientés vers des dispensaires ou des écoles, par exemple, en zone rurale ils vont rarement jusqu'aux prestataires de services qui sont en première ligne. Troisièmement, la qualité des services est médiocre et les prestataires ne sont pas incités à l'améliorer. Quatrièmement, la demande est faible. Les usagers potentiels, autrement dit les pauvres, ne font guère entendre leur voix. Les autorités nationales, régionales et locales ont certes un rôle appréciable à jouer pour faire en sorte qu'il soit mieux rendu compte des relations entre les responsables des politiques, les prestataires et les consommateurs mais la communauté des donateurs a aussi immense responsabilité. Pour améliorer les résultats de la prestation de services, il faut renforcer les relations entre les usagers et les prestataires et aussi entre la population et les responsables politiques. Dans leur empressement à fournir des services aux pauvres, les donateurs court-circuitent souvent ces relations. Chaque fonds est affecté à un but spécifique selon des règles fiduciaires propres et l'édification de capacités locales et nationales y perd donc. Harmoniser les

modalités, les pratiques fiduciaires, les règles de passation des marchés, la suppression des liens concernant l'aide et autres tâches similaires sont ce que la communauté des donateurs doit absolument faire aux niveaux bilatéraux et multilatéraux.

Au sujet du développement rural et de la réduction de la pauvreté, il est indispensable de s'occuper des zones rurales de manière intégrée par une approche pluridisciplinaire qui lutte contre la pauvreté, cherche à faire progresser l'équité sociale et l'équité entre les sexes, le développement économique local, la gestion des ressources naturelles, la bonne gouvernance et la fourniture effective de services aux populations pauvres.

L'adoption et le succès de buts de développement cohérent doivent commencer au niveau des responsables politiques des administrations centrales. Un accord devrait se faire au sujet d'une stratégie de développement d'ensemble, assortie d'un ordre de priorité clairement défini par les divers ministères avec la participation de la société. Les buts de développement pourraient alors être pris correctement en compte par les institutions multilatérales. De même qu'une plus grande cohérence est nécessaire entre les principaux acteurs, y compris la société en général qui doit mieux se faire entendre, de même des rouages bien rodés doivent amplifier la cohérence et la coordination au niveau international. La concertation en cours sous les auspices du Conseil donne un excellent exemple de tels rouages. A tout moment toutefois, il faut préférer la coopération à des structures de coordination trop complexes. Dans cet esprit, la Banque mondiale est tout à fait prête à participer au prochain dialogue sur le financement du développement avec l'Assemblée générale. Des accords d'ensemble doivent être étudiés de manière harmonisée, par référence aux Objectifs du Millénaire dans les domaines de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement et des maladies transmissibles. Une fois la mise en œuvre lancée dans un pays, la distinction entre les décisions normatives prises par les conférences internationales risque de s'estomper au moment, par exemple, de s'occuper de questions transversales comme l'éducation des filles, qui peut bénéficier par exemple d'un ensemble d'activités concernant les routes, l'eau et l'assainissement, les enseignantes, le financement national, l'allègement de la dette facilitant la réorientation de ressources au profit de l'éducation et l'aide publique au développement (APD).

Une bonne exécution suppose cinq conditions essentielles : des stratégies nationales d'ensemble, des plans d'exécution réalistes, une harmonisation, un suivi des résultats du développement et des partenariats efficaces. La campagne pour les Objectifs du Millénaire conduite par les Nations Unies, et le suivi des relations entre les politiques et les résultats assuré par la Banque et les autres partenaires sont complémentaires, se renforcent mutuellement et sont nécessaires pour faire avancer un multilatéralisme fondé sur les résultats et promouvoir une bonne exécution. Il est impératif de fixer immédiatement des délais si l'on veut que les objectifs fixés pour 2015 aient une chance réaliste d'être atteints et il est nécessaire de comparer constamment les buts et les résultats du développement.

M. Thompson-Flores (Directeur général adjoint de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)) dit que le principal apport de l'OMC au développement économique mondial consiste dans le programme de Doha pour le développement. Les négociations de Doha ont eu une portée étendue : exécution, agriculture, services, accès aux marchés des produits non agricoles, propriété intellectuelle, règles de l'OMC, règlement des différends et commerce et environnement. De nouveaux thèmes sont aussi examinés. Le Programme a placé les questions de développement et les préoccupations des pays en développement au cœur des négociations. Les négociations sont ambitieuses car elles cherchent à consolider ce qui a été obtenu au cours des séries précédentes de négociations tout en allant plus loin. Elles visent à améliorer les conditions commerciales et les possibilités d'accès aux marchés, particulièrement pour les pays pauvres, à garantir la prévisibilité dont les milieux d'affaires internationaux ont tant besoin et à affiner, clarifier et renforcer les règles qui régissent les relations commerciales entre les États.

Bien sûr, le commerce n'est qu'un élément de l'équation complexe du développement et qu'un objet parmi d'autres du consensus international visant la réalisation des Objectifs du Millénaire. Mais le succès en temps utile des négociations de Doha pourrait jouer un rôle appréciable en contribuant à instaurer un monde plus prospère, plus équitable et plus stable. Toutes les régions du monde souffrent actuellement d'incertitudes économiques et d'une croissance économique lente. Après une croissance moyenne de 6,7 % dans les années 1990, le commerce mondial a

connu un déclin de 1 % en 2001 et a progressé de 2,5 % seulement en 2002. Les premiers signes laissent craindre que la croissance en volume du commerce en 2003 soit à peine meilleure qu'en 2002. L'économie mondiale, dans sa faiblesse, a besoin d'urgence du stimulant qui pourrait résulter d'une poursuite appréciable de la libéralisation du commerce mondial. Le succès de la série de négociations de Doha est donc l'un des principaux éléments qui relanceront l'économie mondiale.

De plus, le monde traverse une période d'incertitude croissante et de profondes menaces pour le multilatéralisme. Les négociations de Doha offrent aux gouvernements une occasion de prouver leur regain d'attachement à la coopération multilatérale et au partage des responsabilités pour résoudre les problèmes que posent, par exemple, la pauvreté et le chômage, qui sont si étroitement liés à la sécurité et la stabilité internationales. L'échec du Programme de Doha ne peut pas être envisagé car il serait de très mauvais augure pour les perspectives de reprise économique et de multilatéralisme en général.

Les ministres se réuniront bientôt à Cancun pour un examen à moyen terme de la série de négociations de Doha. Ce qui est positif, c'est que des négociations sont en cours dans tous les domaines visés par le Programme de Doha et que des progrès sont faits dans tous les secteurs. Dans certains domaines comme les services, l'humeur est positive et le niveau d'engagement très élevé. Dans des domaines plus controversés, les États membres poursuivent leurs discussions constructives et déploient des efforts résolus pour trouver des solutions. Parmi les autres signes encourageants on peut citer le plein engagement de presque tous les États membres dans les négociations, la présentation de propositions ambitieuses, un engagement de plus en plus solide des hauts responsables et des capitales conjugué avec un appui croissant aux initiatives et des interventions et une implication croissantes des ministres du commerce.

Il subsiste néanmoins des faiblesses fondamentales qui ne peuvent pas être sous-estimées, par exemple les délais concernant des questions essentielles n'ont pas été respectés. A ce jour, les États membres n'ont pas pu convenir d'un système qui facilite l'accès aux médicaments essentiels pour les pays pauvres qui n'ont pas les moyens de les fabriquer eux-mêmes. Ils ne se sont pas entendus sur un

traitement spécial et différentiel pour les pays en développement ni sur la façon de répondre aux préoccupations des pays en développement concernant la mise en œuvre des résultats des séries de négociations d'Uruguay. En l'absence d'un accord au sujet au moins de quelques-unes de ces questions, les ministres risquent de se retrouver devant une tâche impossible à Cancun. En l'état actuel des choses, plus d'une douzaine de questions n'ont pas été réglées.

Les questions de développement sont ancrées dans le processus de Doha. L'impossibilité de respecter un aussi grand nombre de délais est très grave principalement pour les pays en développement. Au sujet de l'agriculture, la vaste majorité des délégations ont dit clairement qu'en l'absence de résultat concernant l'accès aux marchés, les subventions à l'exportation et l'appui national, il ne sera pas possible de faire avancer les négociations. L'agriculture est particulièrement importante pour les pays en développement et les pays les moins avancés. Rien ne contribuerait plus au développement et à l'atténuation de la pauvreté qu'une pleine ouverture des marchés des pays prospères aux biens produits par les pays pauvres. Pour sortir de l'impasse actuelle, il faut qu'au plus haut niveau une volonté politique de diriger déclenche d'une part un engagement prompt des principaux intervenants envers des négociations utiles et orientées vers les résultats et, d'autre part, simultanément, des progrès dans d'autres domaines des négociations, particulièrement en ce qui concerne les questions qui intéressent spécialement les pays qui veulent défendre leur agriculture.

Au sujet de l'accès aux marchés non agricoles, les négociations visent à réduire ou éliminer les obstacles tarifaires, particulièrement ceux qui concernent les produits dont l'exportation intéresse les pays en développement. Il est décevant que les États membres n'aient pas pu respecter dernièrement la date limite qui leur avait été fixée pour arrêter les modalités à ce sujet; des progrès ont cependant été faits, certaines propositions ambitieuses ont été présentées et tout indique que d'autres résultats seront obtenus.

Malgré ces problèmes, les perspectives de la conférence de Cancun et de la série de négociations en général restent bonnes. Avant tout, malgré des échecs et la persistance de divergences, les États membres sont toujours à la table de négociation et tiennent profondément à ce que le processus se poursuive.

Ensuite, les appuis du monde entier à la série de négociations se sont multipliés de manière spectaculaire. Évidemment, il faut maintenant dépasser les discours pour négocier de manière réellement souple. Néanmoins, l'utilité et l'urgence de la série de négociations pour la croissance économique, le développement et le multilatéralisme sont devenues de plus en plus évidentes pour les dirigeants du monde entier. Pour conduire la conférence de Cancun à une issue positive, les ministres devront faire des choix politiques délicats et rechercher des compromis. La série de négociations de Doha se présente comme un tout et non pas une suite de négociations distinctes. Ce qu'il faut arriver à faire, c'est tirer parti de cette continuité pour trouver des solutions à des questions apparemment insolubles.

Enfin, le développement rural est un important sujet du moment. Le Secrétaire général a dit que les trois quarts de la population mondiale pauvre se trouvaient dans des zones rurales de pays en développement et vivaient de l'agriculture et d'activités apparentées. Il sera impossible à la communauté internationale d'atteindre l'Objectif du Millénaire consistant à mettre un terme à la pauvreté et à la faim d'ici à 2015 sans adopter des politiques et agir pour remédier à la pauvreté dans les campagnes. Il ne sera pas possible non plus d'atteindre les autres objectifs concernant l'éducation, la santé, l'égalité des sexes et le développement durable sans développer nettement les revenus, les possibilités et les services sociaux dans les zones rurales.

Pour atteindre les Objectifs du Millénaire, il faut que les pays et les collectivités en développement prennent eux-mêmes en main l'amélioration de leur avenir; les bons résultats dépendront de la solidité de politiques et d'institutions dont le pays concerné ait la maîtrise et la direction. De plus, la communauté internationale doit se ressaisir d'urgence; il est clair que les pays les plus pauvres n'atteindront pas les Objectifs si tous les partenaires au service du développement ne prennent des mesures décisives et coordonnées pour appuyer les efforts nationaux. Enfin, tous doivent coopérer pour créer un climat économique mondial favorable à la croissance et reposant sur les principes d'ouverture et d'équité.

M. Munzberg (Représentant spécial du Fonds monétaire international (FMI) auprès de l'Organisation des Nations Unies) dit que les perspectives économiques internationales restent incertaines. Aux

États-Unis d'Amérique, les politiques économiques ont soutenu correctement l'économie et des signes récents laissent prévoir un affermissement de l'activité et un élargissement de la reprise dans la deuxième moitié de 2003. En Europe et au Japon, bien qu'on compte toujours sur une amélioration, les signes de reprise imminente sont encore rares et les politiques doivent continuer à en favoriser une. Globalement, le solde des risques est un peu meilleur et l'évolution la plus probable est le retour de la croissance mondiale à un niveau d'environ 4 % en 2004. La lenteur de la croissance dans les pays économiquement développés pose toutefois un problème particulier aux marchés émergents et aux pays en développement dont les perspectives dépendent au plus haut point de l'expansion du commerce international et de la santé de l'économie mondiale. Les pays émergents d'Asie restent le phare de celle-ci mais dépendent fortement de la croissance économique des pays développés, particulièrement les États-Unis. Certes, le syndrome respiratoire aigu sévère semble en recul mais son impact économique n'a pas encore été pleinement évalué. L'Amérique latine sort de la pire récession qu'elle ait connue depuis vingt ans. Dans les pays à faible revenu, dont l'Afrique, la croissance a été relativement robuste mais demeure inférieure à ce qu'elle devrait être pour les rapprocher sensiblement des Objectifs.

Pour rétablir la confiance et la croissance dans l'économie mondiale, les pays doivent tous déployer des efforts énergiques afin de remédier à leurs propres faiblesses. Au sommet d'Evian, les dirigeants du G-8 ont dit leur volonté politique d'œuvrer de concert avec les marchés émergents et les pays en développement pour résoudre les problèmes mondiaux. Cette déclaration d'intention est encourageante; toutefois, ce ne sont pas seulement des mots mais de l'action qu'il faut. Dans les pays développés, la première chose à faire est de relever le potentiel de croissance à moyen terme. En Europe, le Fonds salue les efforts énergiques déployés par plusieurs pays, dont l'Allemagne, pour lancer des réformes structurelles très nécessaires. Au Japon, une restructuration des banques et des sociétés est en cours mais doit être accélérée. Aux États-Unis, la priorité doit aller au rétablissement d'un cadre budgétaire sain à moyen terme. Parallèlement, les marchés émergents et les pays en développement doivent maintenir leur cap en renforçant leurs politiques et leurs institutions économiques pour tirer pleinement parti des possibilités offertes par le marché

mondial. Dans un monde marqué par une interdépendance économique et politique croissante, le rétablissement de la confiance nécessite aussi des preuves crédibles de coopération internationale. La mise en œuvre du consensus de Monterrey et des progrès décisifs dans la série de négociations de Doha devraient être au cœur de cette coopération.

Le partenariat de développement reposant sur ces deux piliers lancé à Monterrey en 2002 est une étape historique dans la lutte contre la pauvreté. Il est largement admis actuellement que pour arriver à atténuer la pauvreté, il faut des politiques nationales saines et une bonne gouvernance ainsi qu'une assistance plus efficace de la part de la communauté internationale. Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique formulé par les dirigeants africains eux-mêmes repose sur les mêmes fondements. Cette approche semble la bonne et le Fonds y participe pleinement et l'appuie.

L'application soutenue de politiques saines dans les pays à faible revenu porte ses fruits. En Afrique, ceux qui l'ont pratiquée énergiquement comme le Bénin, la Gambie, le Mozambique, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie ou le Sénégal ont vu leur croissance avoisiner ou dépasser 5 % au cours des cinq dernières années alors qu'en Afrique sub-saharienne, elle a été inférieure à 1% dans l'ensemble et négative au cours de l'avant-dernière décennie. Parallèlement, l'inflation est loin désormais d'atteindre la dizaine et les déséquilibres extérieurs ont diminué. De meilleurs résultats économiques ont abouti aussi à une plus grande vigueur des finances publiques et si les résultats de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés ont été plus lents à venir que beaucoup ne l'auraient souhaité, ils sont cependant utiles à un nombre croissant de pays. Dans les 26 pays qui sont parvenus à se décider, la dette extérieure a été réduite de deux tiers. Parallèlement, l'allègement de la dette a libéré des ressources pour les dépenses sociales. En moyenne, le service de la dette, qui absorbait environ 30% des recettes publiques en 1998, n'en consommait plus que 15% en 2002, année où les dépenses sociales ont été quatre fois plus élevées. Néanmoins, il faut aller plus loin pour obtenir des résultats décisifs en matière d'atténuation de la pauvreté. La réalité est que même s'ils se maintiennent, les résultats actuels relativement bons ne suffiront pas à faire diminuer la pauvreté de moitié d'ici à 2015 comme l'envisage la Déclaration du Millénaire.

Le secteur privé a un rôle essentiel à jouer. Pour créer un climat qui attire l'investissement privé, il faut compléter la stabilisation macroéconomique par des politiques qui renforcent la gouvernance et édifient des institutions. On ne saurait trop insister sur l'importance d'une culture de crédibilité. Des résultats encourageants ont été enregistrés dans des pays comme la République-Unie de Tanzanie ou l'Ouganda. Les cadres juridiques et réglementaires y ont été réformés et les secteurs financiers renforcés et diversifiés pour garantir un meilleur accès des petites et moyennes entreprises au crédit. Dans beaucoup d'autres pays toutefois, particulièrement ceux qui sont ravagés par des guerres ou des troubles persistants, une croissance soutenue et l'atténuation de la pauvreté demeurent des perspectives lointaines.

À l'assainissement des politiques intérieures des pays en développement doit répondre un meilleur appui de la communauté internationale. Les pays avancés doivent remplir leurs promesses de contributions et leur crédibilité continue de se mesurer concrètement d'après l'objectif fixé depuis longtemps de 0,7% du PIB, qui n'a toujours pas été atteint. Il importe aussi de rechercher des moyens novateurs de réunir les ressources nécessaires. Une proposition récente visant à accélérer le financement du développement par une facilité de financement international met en avant un moyen créateur de capter des ressources publiques trop rares et de tirer parti du vaste potentiel des marchés internationaux de capitaux au profit du développement.

Renforcer le commerce international en améliorant l'accès aux marchés des exportations des pays en développement et en réduisant les subventions qui créent des distorsions commerciales dans les pays développés contribuerait utilement à atténuer la pauvreté. C'est la raison pour laquelle il importe tant de mener la série de négociations de Doha à son terme. Le Fonds a salué l'accord conclu récemment par les ministres de l'Union européenne de réformer la Politique agricole commune (PAC) et il espère qu'une telle réforme marquera le coup d'envoi des discussions sur le commerce agricole qui ont été différées. Les détails de la réforme proposée doivent encore être évalués à fond mais la décision de commencer à découpler l'appui financier des niveaux de production dans certains domaines va dans le bon sens. Indubitablement, une série de négociations véritables concernant le développement doit aussi reposer sur de vastes améliorations des conditions d'accès des

produits agricoles aux marchés et une sensible réduction des subventions qui provoquent des distorsions commerciales. Il faut que l'amélioration de l'accès aux marchés de tous les pays avancés figure au premier plan des priorités. Dans l'accord sur la propriété intellectuelle, les dispositions relatives à la santé publique ont aussi souffert de retards. Dans ce domaine qui est capital pour la santé publique de la planète, toutes les parties, et en particulier les États-Unis d'Amérique, doivent s'attacher à faire avancer les débats sur la base des propositions fondées qui viennent d'être soumises.

Le FMI tient absolument à faciliter la mise en œuvre du consensus de Monterrey et à aider ses États membres à atténuer la pauvreté. Le moteur de ce processus est le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) qui insiste sur la participation et la maîtrise et à l'établissement duquel doivent participer le pays intéressé, des donateurs bilatéraux et multilatéraux, des organisations non gouvernementales (ONG) et la société civile, dans un dialogue transparent. Dans cet effort, le Fonds continuera de s'occuper avant tout de ses domaines de compétence, autrement dit d'établir un cadre pour des politiques macroéconomiques et des institutions saines. Il a donc réduit sa conditionnalité en la réservant aux domaines dont dépend le succès des objectifs macroéconomiques du programme et s'emploie énergiquement à harmoniser davantage le DSRP, le cadre de budgétisation nationale et sa propre facilité pour l'atterrissage des pays à faible revenu.

L'édification de capacité grâce à l'assistance technique et à la formation est un facteur essentiel du développement et de la croissance durables. Le Fonds fournit une assistance et une formation continues à ses États membres qui veulent renforcer leurs institutions et leurs ressources humaines afin d'appliquer leurs politiques économiques et financières. Depuis quelques années, pour cela, il a agrandi ses centres régionaux d'assistance technique qui ont pour mission d'aider les pays à faible revenu à renforcer leurs capacités de concevoir et d'appliquer leurs propres stratégies de développement.

À moyen terme, le Fonds continuera d'adapter son assistance à l'évolution des besoins que rencontrent les pays à faible revenu. De plus en plus, au fur et à mesure que la stabilisation macroéconomique progresse, c'est la stimulation de la croissance qui deviendra prioritaire. Le Fonds

collaborera avec d'autres institutions, en particulier la Banque mondiale, pour aider ses États membres à développer et renforcer les sources de croissance, sur le plan intérieur et par une intégration économique accrue aux niveaux régional et international. Ce faisant, le développement du secteur privé devra jouer un rôle essentiel, par exemple pour promouvoir les investissements intérieurs et étrangers et édifier des secteurs financiers nationaux forts et diversifiés. Plus immédiatement, de nombreux pays à faible revenu restent vulnérables aux chocs exogènes et le Fonds examine ses instruments, financiers ou non, afin d'améliorer les moyens dont il dispose pour aider ses États membres à mieux riposter à de tels chocs au fur et à mesure que ceux-ci se produisent. Cependant, la condition nécessaire de la stabilité et de la croissance économiques, c'est la stabilité politique. Dans les pays dans lesquels s'acharnent les troubles civils, les solutions sont d'ordre politique et non pas économique. C'est uniquement là où la volonté politique existe que le Fonds fournira et renforcera son assistance financière et technique aux pays qui sortent d'un conflit afin qu'ils puissent jeter les fondements économiques et financiers de leur croissance.

Le consensus de Monterrey constitue pour le Fonds le cadre à l'intérieur duquel forger des partenariats au service du développement, le moteur étant constitué par les DSRP. Le nouveau mot d'ordre, c'est l'application.

Échange de vues

M. Sardenberg (Brésil) dit que les premières années du nouveau millénaire ont été décevantes pour la majorité des pays en développement et que, pour beaucoup, les perspectives sont moroses. Si les gouvernements poursuivent les politiques qui ont conduit à la situation déplorable actuelle, il sera difficile, sinon impossible d'atteindre les Objectifs du Millénaire. Vu les incertitudes qui s'annoncent pour l'économie mondiale, il faut à la fois des politiques nationales saines et une coopération internationale renforcée. Comme il en a été convenu à la Conférence internationale sur le financement du développement à Monterrey, le développement doit être le résultat d'un effort concerté. Néanmoins, malgré les nombreuses réformes qu'ils ont entreprises, les pays en développement continuent de se heurter à des obstacles extérieurs.

Le gouvernement brésilien a suivi des politiques macroéconomiques conçues pour attirer les investissements et promouvoir la croissance mais continue à placer la réduction de la pauvreté au premier rang des priorités par un programme visant à éliminer la faim qui s'étend par exemple à l'éducation, la santé, l'infrastructure et l'emploi. Toutefois, dans une époque de mondialisation, aucun pays ne peut résoudre tous ses problèmes seuls. La coopération internationale est indispensable dans deux domaines en particulier : la démocratie au niveau international, car trop souvent les pays en développement prennent très peu part aux décisions, si tant est qu'ils arrivent à le faire, et le commerce, au sujet duquel les espoirs suscités par la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC à Doha ont été abandonnés au profit de pratiques encore plus protectionnistes qu'avant. Sans aucun doute, le succès de la série de négociations de Doha stimulerait le commerce et la croissance économique mais il est temps que tous les intéressés remplissent les engagements qu'ils ont contractés à cette conférence.

M. Umer (Pakistan) relève une contradiction apparente entre l'objectif déclaré et l'impact réel des subventions agricoles de l'Union européenne. Comme le Secrétaire général de la CNUCED l'a fait observer, on prétend souvent que ces subventions sont nécessaires pour préserver le mode de vie rural et ce mode est pourtant en train de disparaître. Il souhaiterait des précisions sur les trois points que M. Ricupero a soulevés au sujet de l'annonce faite récemment par le Commissaire européen à l'agriculture visant à supprimer le lien entre les subventions et la production, plus précisément le plafonnement des paiements aux grandes exploitations, la nature statique ou évolutive du couplage et l'alignement des paiements.

De l'avis du Directeur général de la Banque mondiale, M. Umer dit que l'application des accords internationaux est de la plus haute importance. Une pléthore de sommets ont été consacrés aux questions économiques et sociales au cours des dix dernières années mais peu de choses ont été faites pour appliquer leurs résultats. Au sujet de la nécessité de délais, certains ont été fixés à Doha mais tous ont été dépassés; il semble que la volonté de les respecter soit absente.

M. Richardson (Observateur de la Communauté européenne) dit que l'on accuse souvent l'Union européenne d'être le principal obstacle à la série de négociations commerciales de Doha parce que ses

subventions agricoles exercent des distorsions sur le commerce mais elle a écouté les critiques internationales et agi en conséquence et elle a supprimé le lien qui reliait les subventions à la production agricole, malgré l'opposition farouche des milieux agricoles. Néanmoins, de bonnes raisons sociales existent manifestement de poursuivre les paiements aux zones rurales et l'Union européenne n'a pas l'intention de les négliger. Au sujet de la répartition de ces paiements entre les agriculteurs riches et ceux qui ne le sont pas, M. Richardson considère qu'il s'agit d'une affaire intérieure des États membres de l'Union.

Dans la mesure où les subventions ont eu un impact négatif dans le passé, les pays les plus sérieusement touchés ont été les plus vulnérables. C'est la raison pour laquelle l'Union européenne a pris l'initiative « Tout sauf les armes » peu avant la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. Le résultat est que les exportations de coton du Burkina Faso et d'autres pays d'Afrique peuvent entrer sans obstacles sur le marché européen depuis 2001. À la lumière de cette initiative et comme l'Union européenne n'exporte pas de coton, ses politiques ne peuvent pas être considérées comme responsables de ce qui s'est passé sur le marché du coton en 2002.

M. Laorou (Bénin) dit que les pays les plus touchés par les discriminations du commerce multilatéral sont les pays les moins avancés. Il faut trouver des solutions consensuelles aux problèmes rencontrés par ces pays pour que leurs populations puissent profiter du fruit de leur labeur. Les observations faites par le Secrétaire général de la CNUCED donnent une analyse lucide que les membres du Conseil devraient garder à l'esprit lorsqu'ils cherchent à régler les problèmes des pays en développement. Que certains des pays les moins avancés d'Afrique de l'Ouest importent du coton en dit long sur la nécessité d'éliminer les pratiques qui provoquent des distorsions commerciales. La situation dans ces pays est dramatique et une solution doit être trouvée d'urgence.

M. Kondakov (Fédération de Russie) dit que les solutions classiques proposées par les institutions financières internationales aux pays en développement ont des coûts sociaux élevés et ne produisent pas toujours les effets macroéconomiques souhaités. L'architecture financière internationale doit être revue et les organismes spécialisés des Nations Unies

pourraient contribuer largement à cette révision en tenant compte des vues de tous leurs membres. M. Kondakov voudrait savoir comment les institutions de Bretton Woods conçoivent cette contribution. D'ici là, coopération et assistance devront continuer d'être apportées particulièrement aux secteurs bancaire et financier.

Mme Bakoko Bakoru (Ouganda) dit que la majorité de la population pauvre du monde vit dans des zones rurales et dépend de l'agriculture. Pour lutter contre la pauvreté, le gouvernement ougandais s'efforce donc de renforcer l'économie rurale et d'accroître la production agricole. Le développement social étant aussi une condition essentielle du développement rural, il s'emploie aussi à élargir l'accès aux soins de santé, à l'éducation et à la sécurité sociale. Jusqu'à présent, il a réussi à tripler l'accès à l'enseignement primaire et à faire reculer de 30 à 6% l'incidence du virus de l'immunodéficience acquise et du syndrome de l'immunodéficience acquise (VIH/Sida). Il a adopté un DSRP, dont est résulté une croissance économique; le chômage des jeunes continue toutefois de poser un problème grave qui, à son tour, en a engendré d'autres comme le trafic des drogues. Il faut s'attacher davantage à trouver des moyens pour créer des emplois.

Le gouvernement ougandais suit des politiques pour garantir l'utilisation durable des ressources naturelles, tirer parti au mieux des technologies et rendre indépendantes les populations rurales pauvres et il a établi un nouveau plan d'investissement et de développement social qu'il est en train d'examiner avec des donateurs potentiels. Au sujet des subventions agricoles dans les pays développés, Mme Bakoko Bakoru demande comment un pays comme l'Ouganda pourrait accéder aux marchés de ces pays alors que de telles subventions sont en place. L'accès n'est toutefois pas le seul problème : les agriculteurs ougandais doivent aussi trouver un moyen de produire des biens pour lesquels il existe une demande dans les pays développés. Enfin, elle souligne la pénurie de médicaments antirétroviraux pour les malades du VIH/Sida dans les pays en développement et l'importance croissante de la sécurité et de la protection sociales comme éléments essentiels du développement.

M. Moran (Pérou) dit qu'une grande partie des débats a seulement mis en évidence des problèmes dont tout le monde a déjà conscience. Il est temps d'agir

pour les gouvernements des pays en développement et ceux des pays développés ainsi que les organisations internationales. Pour le faire il faut des ressources, or celles-ci se raréfient de jour en jour. C'est ainsi que le budget de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) n'a pas été relevé depuis 10 ans et que les niveaux internationaux d'aide sont en chute. De plus, la dette extérieure constitue un lourd fardeau pour beaucoup de pays en développement. À la dernière réunion du Groupe de Rio, le Président de la République du Pérou a donc proposé que 20 % des paiements annuels effectués par un pays donné au titre du service de sa dette soient affectés, au profit de ce pays, à des programmes de développement analogues à ceux qui sont déjà financés par ses partenaires au service du développement.

M. Feyder (Luxembourg) juge extrêmement important que l'on analyse globalement la chute des prix et des revenus agricoles dans les pays en développement. La majorité de la population de ces pays vit de l'agriculture et la chute des prix appauvrit encore des agriculteurs dont les conditions de vie sont déjà précaires. Le phénomène est lié à n'en pas douter aux politiques et subventions agricoles des pays développés, même si des débuts de solution devraient résulter de la politique agricole de l'Union européenne et des prochaines négociations de l'OMC.

Néanmoins, la politique agricole des pays développés et les pratiques agricoles des pays en développement sont seulement une facette du problème : un autre phénomène extrêmement important est l'écart de productivité entre les deux groupes de pays. La productivité dans les pays développés dépasse de loin celle des pays en développement au point que pour une tonne produite dans le Sud on compte de 500 à 1 000 tonnes dans le Nord. Un tel écart ne peut pas être réduit du jour au lendemain.

En raison de ce fossé et de l'insuffisance des prix agricoles mondiaux qui ne couvrent pas même les coûts d'exploitation, le problème n'est pas seulement celui de l'accès aux marchés des pays développés mais aussi celui de l'accès aux marchés des autres pays en développement. Dans plusieurs pays d'Afrique que M. Feyder a visités, les agriculteurs se plaignent que le riz produit sur place coûte plus cher que le riz importé d'Asie. Ce type de situation soulève la question de savoir si les pays en développement, et surtout les pays les moins avancés, sont en fait à même d'adopter les

mesures de libéralisation recommandées par les organisations internationales.

L'objectif de la communauté internationale devrait être de contribuer à ce que les agriculteurs des pays en développement reçoivent des prix corrects pour leurs produits et de favoriser la constitution de marchés régionaux à l'intérieur desquels les niveaux de productivité seraient similaires et qui offriraient un minimum de protection contre la concurrence extérieure. Les négociations de l'OMC garantiraient ainsi le droit des pays en développement à adopter des politiques similaires à celles que la Communauté économique européenne a suivies au début des années 1960.

M. Sharma (Népal) souligne qu'il est difficile de croire dans les prescriptions en matière de développement énoncées par les organisations internationales et que celles-ci sont incapables de tenir leurs promesses à l'égard des pays en développement lorsque les pays riches changent de politique. Les réformes réclamées par les organisations internationales ont un coût politique, économique et social élevé pour les pays en développement qui essayent d'ouvrir leurs marchés pour constater seulement que les résultats promis ne se concrétisent pas. Les pays en développement sont donc de plus en plus déçus par un processus qui ne parvient ni à réduire la pauvreté ni à accélérer le développement économique.

Néanmoins, il ne sert à rien de s'adresser mutuellement des récriminations pour chercher à savoir qui est responsable de l'échec des politiques. Les organisations internationales peuvent jouer un rôle crucial en faisant en sorte que les partenaires au service du développement et aussi les pays en développement remplissent leurs engagements. L'analyse faite au cours de la concertation est elle-même bonne mais les débats doivent maintenant concerner l'application concrète des diverses initiatives. Celle qui a été mentionnée précédemment, « Tout sauf les armes », par exemple, a de fait ouvert un accès hors taxe à la plupart des produits des pays les moins avancés, mais sans grand résultat réel.

M. Ricupero (Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)) dit que le montant élevé des subventions agricoles n'a pas empêché la population rurale de se réduire et n'a pas non plus

accru la taille moyenne des exploitations agricoles dans le monde développé. Il respecte les vues selon lesquelles le problème est dû à la distribution au niveau national mais, comme l'argument le plus puissant avancé pour défendre les subventions a toujours été qu'il fallait protéger les petits agriculteurs des pays développés, il faut absolument examiner si cet argument est valable ou non et déterminer la mesure dans laquelle les subventions aident effectivement les petits agriculteurs. Si les subventions manquent leur but, on doit envisager d'autres moyens de les protéger.

La plupart des faits dont traite sa déclaration proviennent de sources incontestables. L'OCDE a souligné le caractère régressif de la plupart des subventions et montré que 80 % d'entre elles allaient à 20 % des agriculteurs. M. Ricupero n'a aucune objection à ce que des conditions correctes soient assurées à la vie rurale dans les pays développés mais pense que la question devrait être examinée dans le contexte de la politique sociale plutôt que dans celui de l'économie agricole.

Si les subventions agricoles vont principalement aux grandes exploitations au détriment des petites, leur seule justification peut être qu'elles aident les pays à conserver leurs parts des marchés mondiaux. Ce n'est pas un hasard si les principaux exportateurs agricoles sont aussi des pays économiquement très développés. Le principe même des subventions liées au commerce va à l'encontre des règles de base du système commercial multilatéral selon lesquelles les pays doivent se concurrencer en fonction de leurs avantages comparés. Si l'agriculture doit être exclue du système commercial multilatéral, il n'est certainement pas justifié d'insister pour que les pays en développement ouvrent leurs marchés aux produits industriels et aux services. Dans le système commercial, le déséquilibre le plus flagrant est dû à ce que presque toutes les subventions à la production industrielle sont interdites alors que la plupart des subventions agricoles reste admises. Il est difficile de voir pourquoi ce déséquilibre subsiste alors que tous les pays sont instamment pressés d'aller de l'avant vers une économie de libre marché.

Bien qu'il ait reconnu le courage dont le Commissaire européen chargé de l'agriculture, du développement rural et des pêches a fait preuve pour s'écarter de la production et des prix, M. Ricupero souligne aussi que de nombreux détails doivent encore être précisés avant que l'on puisse évaluer pleinement

l'impact d'une telle innovation. Néanmoins, l'Union européenne a certainement pris une mesure qui va dans le bon sens; sa décision ouvrira la voie à d'autres progrès dans les négociations.

La plupart des observations faites par le représentant du Luxembourg au sujet de l'écart de productivité sont justes. Il faut noter cependant que la productivité élevée dans les pays développée est parfois liée aux subventions. C'est ainsi qu'un nombre important de subventions vont aux fournisseurs d'intrants comme les engrais et les machines agricoles.

Il est naturel de s'inquiéter de « productivisme », ou accroissement de la productivité à n'importe quel prix. Nombre des alertes alimentaires récentes, entre autres la maladie de la vache folle, en sont le résultat. Une des raisons de l'effondrement récent des prix du café est l'énorme accroissement de productivité. La majorité des profits de l'industrie du café vont à ceux qui le négocient et non aux producteurs en raison du manque de transparence et des marchés réels.

Les pays ne sont pas tous prêts pour une libéralisation totale de l'agriculture. Il est indispensable d'avancer prudemment, particulièrement dans les pays où l'agriculture n'est pas une activité commerciale. Néanmoins, il faut s'occuper du problème de l'agriculture. Il importe de déterminer si les subventions créent effectivement des distorsions commerciales. Il serait intéressant de voir en pratique s'il est possible de fournir des paiements déconnectés de la production et des prix sans qu'existent des obstacles commerciaux très élevés. La principale question est de savoir non pas seulement comment éliminer les subventions mais aussi comment abaisser les obstacles qui protègent l'accès aux marchés des pays industrialisés où ils sont très élevés.

Mme Ramphele (Directeur général de la Banque mondiale) dit que la décennie passée a beaucoup appris au sujet de la volonté politique de remplir les engagements complémentaires contractés entre le monde développé et le monde en développement. Aux conférences de Monterrey, de Doha et de Johannesburg par exemple, les accords conclus ont été soumis à un examen par les opinions. Des programmes sont mis en œuvre entre les sommets afin que les engagements pris soient honorés. L'ONU devrait continuer à défendre les pays en développement.

Il est clair maintenant que la société civile joue un rôle important dans le respect de ces engagements.

Il est indispensable d'adopter des réformes politiques qui dépendent des pays concernés. Il n'est pas possible que les réformes politiques soient imposées en raison des dommages politiques considérables qu'elles provoquent. Les réformes politiques inspirées par un dialogue entre les parties prenantes, les parlementaires, les ONG et les milieux universitaires ont beaucoup plus de chances de réussir.

En outre, la communauté internationale a maintenant une idée beaucoup plus claire de ce qui réussit et de ce qui échoue en matière de développement. Le Rapport sur le développement dans le monde, 2004, dont l'établissement commencera en automne 2003, insistera sur les moyens qui permettraient aux services de bénéficier effectivement aux pauvres. Il soulèvera un certain nombre de questions importantes inspirées des enseignements du passé et montrera qu'il est nécessaire de voir ce qu'il est possible de faire pour une croissance interne. Le marché le plus important est le marché national, suivi par le marché régional. Il est indispensable que les petites et moyennes entreprises et les microentreprises puissent investir dans leur propre pays.

Au sujet des jeunes et du chômage, la Banque reconnaît que ses propres stratégies présentent des lacunes. Elle est donc en train de mettre la dernière main à une stratégie dans l'intérêt des enfants et des jeunes qui vise à étudier les moyens de créer un climat permettant aux jeunes d'avoir un meilleur avenir que leurs parents. Une partie essentielle de cette stratégie est l'éducation en vue de l'emploi.

Les partenaires au service du développement en tant que groupe n'ont pas réussi jusqu'à présent à aider les pays en développement à mettre en évidence des sources de croissance. Bien que le développement soit une source importante de croissance et que trois personnes pauvres sur quatre vivent en zone rurale, les efforts continuent largement d'être dirigés vers les capitales. Seulement 10 % de l'APD va au développement rural, ce qui montre à quel point la communauté internationale trahit la majorité des pauvres. La Banque a adopté récemment une stratégie du développement rural pour améliorer la situation des populations rurales pauvres. Il est indispensable de faire le bilan de la situation et de chercher comment stimuler durablement le développement durable non seulement par l'agriculture mais aussi par l'entrepreneuriat rural et la promotion de l'habitat rural.

M. Thompson-Flores [Directeur général adjoint de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)] dit que la situation économique mondiale est actuellement très fragile. Il est donc indispensable que les négociations au titre du Programme de Doha pour le développement réussissent et qu'un nouvel accord commercial multilatéral soit conclu au sujet de tous les aspects du commerce. Cet accord ne parviendra peut-être pas à rétablir une situation économique mondiale saine mais une croissance économique sans un tel accord est inconcevable.

L'agriculture est indispensable pour la croissance économique. M. Thompson-Flores applaudit donc à la décision prise récemment par la Commission européenne de réformer la PAC. Cette décision marque le début de négociations agricoles se déroulant dans le cadre de l'OMC et pouvant conduire pour la première fois à un accord général sur l'agriculture. Sans une décision de ce genre de la part de la Commission européenne il aurait été impossible d'avancer non seulement en ce qui concerne l'agriculture mais aussi dans d'autres domaines. Toutes les parties intéressées examinent actuellement les répercussions de cette décision qui aidera les négociateurs à Cancun et au delà.

Le développement est l'un des thèmes essentiels des négociations. Environ 80 % des États membres de l'OMC sont des pays en développement. On espère donc vivement que les négociations aboutiront à un accord qui prévoit pour la première fois non seulement des règles justes dans l'agriculture mais aussi d'autres éléments importants pour le monde en développement, par exemple les rapports entre l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et à la santé publique, dont on n'a pas encore traité de façon satisfaisante.

Au sujet de la cohérence, il faut espérer qu'une coopération étroite entre toutes les institutions qui s'occupent de finance, de commerce et de développement au niveau international et à celui des États sera utile à tous les pays, particulièrement les pays en développement qui souffrent le plus de la situation économique injuste.

M. Münzberg [Représentant spécial du Fonds monétaire international (FMI)] auprès de l'Organisation des Nations Unies) dit que la question de l'architecture financière internationale est très vaste. Il faut à cette architecture un fondement solide

qui, en l'occurrence, est créé par les politiques des pays et la coordination au niveau national. La communauté internationale a pour mission de créer cette architecture au niveau international, par des politiques. De nombreux faits nouveaux se sont produits depuis quelques années, particulièrement en réaction à la crise financière en Asie. Bien que des progrès appréciables aient été faits, l'architecture nécessite d'être constamment adaptée.

La coopération doit être considérée dans le contexte des activités entreprises. Les institutions financières internationales reconnaissent qu'il faut une coopération et une complémentarité, particulièrement lorsqu'elles apportent leur assistance aux États membres pour qu'ils appliquent des politiques appropriées. Pour coordonner ces politiques, ce qu'elles font avant tout c'est reconnaître que les pays eux-mêmes doivent diriger le processus par le biais des DSRP. Les institutions financières internationales et les organismes de l'ONU chargés du développement sont résolus à apporter leur coopération chacun dans son domaine spécialisé. Une coopération a aussi lieu au sujet de l'élaboration de politiques globales au moyen de mécanismes visant à faciliter le dialogue au niveau intergouvernemental. Depuis que le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination a créé le Comité de haut niveau sur les programmes, le Fonds collabore de plus en plus intensément avec l'ONU.

M. Khor (Third World Network) dit que la communauté des ONG accueille avec satisfaction la décision qui a été prise d'examiner la question importante du développement rural et la nécessité d'éliminer la pauvreté rurale. Les négociations agricoles qui se déroulent à l'OMC sont indispensables pour la vie de milliards d'agriculteurs dans les pays en développement. Il est clair maintenant que l'accord actuel sur l'agriculture à l'OMC présente beaucoup de faiblesses car il prévoit des règles différentes pour les uns et pour les autres, au détriment des pays en développement.

La possibilité qu'ont les pays développés d'utiliser des mécanismes de garantie spéciaux et de conserver, voire de relever, leurs subventions a conduit à trois problèmes graves : premièrement les pays en développement n'ont pas accès aux marchés des pays développés, deuxièmement ils ne peuvent pas être concurrentiels sur les marchés tiers dans des conditions d'égalité, et troisièmement des produits subventionnés

dont le prix est artificiellement bas et mal adapté à leur objet en provenance des pays développés inondent les marchés des pays en développement et menacent l'existence de millions de petits agriculteurs.

L'accord de l'OMC sur l'agriculture est vicié en ce qu'il permet aux subventions de se perpétuer par le système des trois catégories. Aux États-Unis par exemple, la plupart de subventions ont été déplacées vers la case « verte », où elles sont autorisées. Des problèmes en sont néanmoins résultés, particulièrement dans le cas du coton. M. Khor doute beaucoup du succès de la décision prise récemment par la Commission européenne. Au lieu d'entraîner une diminution des subventions, elle aboutit simplement à un changement de catégorie vers la case verte. Les subventions de la case verte peuvent avoir un effet encore plus perturbateur que les autres parce qu'elles sont moins visibles.

Aussi longtemps que le Nord maintiendra des subventions et des barrières tarifaires élevées, les pays en développement devraient avoir le droit de se défendre par un traitement et des mécanismes spéciaux et différentiels, par exemple des garanties spéciales sans conditions pour les produits alimentaires et agricoles et la possibilité d'appliquer des restrictions quantitatives.

En raison de la conditionnalité liée aux programmes de prêt de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, les pays en développement ont été contraints d'appliquer des taux très bas à leurs produits alimentaires et ne sont pas autorisés à relever les taux qu'ils appliquent jusqu'au niveau maximal. C'est souvent le problème de la conditionnalité des prêts et non pas tant les taux de l'OMC qui ont gonflé les importations de nombreux pays en développement. Les institutions financières intéressées devraient donc revoir leurs politiques commerciales.

La séance est levée à 13h 05.